

Comment verser votre taxe ?

Depuis 2023, vous affecter votre solde de la taxe d'apprentissage via la plateforme SOLTéA développée par la Caisse des dépôts et Consignations (CDC) :

- 1/ S'inscrire à partir du mois de mai 2024 sur [Net-Entreprises](#) pour obtenir les codes de connexions à [SOLTéA](#).
- 2/ Designer les bénéficiaires du solde de la taxe d'apprentissage
- Déclarer votre montant au titre de la masse salariale 2023 à l'Urssaf ou à la MSA via la DSN (Déclaration Sociale Nominative) en mai 2024
- Sur SOLTéA : désigner la Faculté de droit et science politique grâce à notre code UAI : 0333247A
- 3/ Informer notre gestionnaire, afin qu'elle puisse suivre les versements à venir, en complétant le formulaire en ligne ou en envoyant le formulaire de versement à l'adresse suivante : taxe.apprentissage.droit@u-bordeaux.fr.

Votre taxe d'apprentissage en 3 étapes

Calcul

Calculer le montant dû au titre de la masse salariale 2023.

Déclaration et paiement

Déclarez ce montant à l'Urssaf ou à la MSA via la DSN (Déclaration Sociale Nominative) le 05 ou 15 mai 2024.

Fléchage vers l'établissement concerné

Affectez le solde de votre taxe à le ou les établissements d'enseignement, via la plateforme SOLTéA à compter de fin mai/début juin jusqu'à septembre/octobre 2024.

Contact

Pour toute question, envoyez un message à : taxe.apprentissage.droit@u-bordeaux.fr
ou appelez le : 05 56 84 29 78

En savoir +

droit.u-bordeaux.fr

Nos formations habilitées à percevoir la taxe

/ Capacité en droit (niveau 4)

// Licences professionnelles (niveau 6)

› Métiers du Notariat

› Activités juridiques : Métiers de l'assurance

› Contentieux et recouvrement

› // 50 Masters 2 en formation initiale regroupés sous 14 mentions (niveau 7)

› **Droit privé** : Droit et pratique de l'assurance, Droit du patrimoine, Droit de l'urbanisme, de la construction et de l'immobilier, Droit des personnes et des familles, Droit privé approfondi, Droit privé comparé

› **Droit des affaires** : Banque, financement et recouvrement, Contrats d'affaire et droit du marché, Droit des affaires approfondi, Droit des affaires comparé, Droit des affaires et fiscalité, Droit de la vigne et du vin, Fiscalité des affaires et du patrimoine, Ingénierie juridique et financière des sociétés

› **Droit notarial**

› **Droit de la Propriété intellectuelle** : AUDIANCE (Administration, Usages et Droit des Institutions Artistiques et des Nouveautés dans la Culture et l'Événementiel), MEDIATIC (Management, Entrepreneuriat et Droit des Industries Innovantes, de l'Audiovisuel et des Technologies de l'Information et de la Communication)

› **Droit social** : Droit du travail et de la protection sociale, Droit des relations de travail dans l'entreprise, Droit social comparé, Enjeux et techniques de droit social, Droit de l'emploi et des relations sociales

› **Droit pénal et sciences criminelles** : Criminologie, Droit de l'exécution des peines et droits de l'Homme, Droit pénal approfondi, Droit pénal comparé, Droit pénal européen et international, Droit répressif économique

› **Justice, Procès et Procédures** : Contentieux judiciaire, Modes alternatifs de règlement des litiges (MARL)

› **Histoire du droit et des institutions** : Culture juridique

› **Droit de la santé**

› **Droit** : LExFI

› **Droit international** : Droit des transports, Droit international, Droit international et comparé des affaires, Droit de la coopération économique et des affaires internationales, Droit des relations transatlantiques, Droit des échanges euro-méditerranéens

› **Droit européen** : Études juridiques européennes, Droit et gouvernance de l'Union européenne, Expertise en affaires européennes

› **Droit public** : Action territoriale, Droit et pratique des contentieux publics, Droit public approfondi, Droit public des affaires, Droit public comparé, Droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement, Droit public spécialisé franco-hellénique

› **Science politique** : Politique comparée : Amériques, Politique comparée : pensées et politiques du changement, Sécurité globale : analyste politique, Sécurité globale : analyste politique international

TAXE D'APPRENTISSAGE 2024

Investissez dans la formation de vos futurs collaborateurs



Mars 2023 - faculté de droit et science politique - université de Bordeaux - crédit photo: ©Adobe Stock

Faculté
Droit et Université
science politique de BORDEAUX

Former



7697 étudiants
sur 4 campus en Nouvelle-Aquitaine



600 intervenants professionnels

257 enseignants-chercheurs

1 Licence générale offrant

> **14 parcours en L3**

- Droit privé
- Droit public
- Droit de l'entreprise
- Droit international et européen
- Droit judiciaire
- Administration publique
- Science politique
- Accès santé
- Droit/langues (allemand, anglais, espagnol)
- Licence internationale pour étudiants étrangers



1 Capacité en droit

3 Licences professionnelles

- Métiers du notariat
- Métiers de l'assurance
- Contentieux et recouvrement



50 parcours de **Masters** dont **3** exclusivement en formation continue (Modes alternatifs de règlement des litiges, Droit et pratique de l'assurance, Droit de l'emploi et des relations sociales)

1 Certificat de sciences criminelles



16 Diplômes d'université

dont 3 exclusivement ouverts à la formation continue (Expert judiciaire, Mandataire judiciaire à la protection des majeurs et Droit des entreprises en difficulté)

4 prépas concours :

- > École nationale de la Magistrature
- > École des avocats Aliénor
- > Métiers de l'exécution des peines
- > Police



Internationaliser

6 parcours de Masters en droit comparé

Droit des affaires comparé, Droit pénal comparé, Droit privé comparé, Droit public comparé, Droit social comparé, Politique comparée : Amériques



- > **3 licences droit-langues** dont un double diplôme
- > **6 double-diplômes de niveau Master** : Bogota, Athènes, Laval, Rabat, Cincinnati, Galatasaray
- > **4 masters délocalisés** : Minsk, Vilnius, Hanoi, Ho Chi Minh



128 étudiants en mobilité entrante
116 étudiants en mobilité sortante

Professionaliser



133 entreprises partenaires soutenant la faculté grâce à la taxe d'apprentissage

→ **2032** conventions de stages



10 unités de professionnalisation ouvertes en L3 et M1

10 parcours ouverts à l'apprentissage en 2024-2025

- 3 licences professionnelles : métiers de l'assurance, métiers du notariat et contentieux et recouvrement
- 7 parcours de M2 :
 - > Action territoriale
 - > Droit et pratique des contentieux publics
 - > Droit public des affaires
 - > Fiscalité des affaires et du patrimoine
 - > Contrats d'affaires et droit du marché
 - > DJCE / Droit des affaires et fiscalité
 - > Droit de la vigne et du vin

→ **129** étudiants



Innovover



1 fusion de parcours

Fusion du Master Droit du travail et de la protection sociale et du Master Droit des relations de travail dans l'entreprise au sein du Master Enjeux et techniques du droit social.

1 nouveau Master au sein d'une nouvelle mention

Le Master Law for innovation (LexFi) au sein de la mention «Droit», entièrement dispensé en anglais et associé à un programme de financement doctoral (Graduate research school de l'Université de Bordeaux).



2 nouveaux M2 en apprentissage

- > Droit du patrimoine
- > Droit répressif économique

2 nouveaux doubles-diplômes à l'étranger

Le LLM (Master of Law) à Cincinnati aux États-Unis et les Master Sécurité globale et analyste politique international à l'université de Galatasaray en Turquie, tous les deux en M2.

Votre taxe d'apprentissage finance

